

PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

A R R E T E N° 2003/350
APPROUVANT LE PLAN DE PREVENTION DES RISQUES
NATURELS PREVISIBLES D'INONDATIONS DANS LA VALLEE DE
LA MEUSE, DE CHALANDRY-ELAIRE A BAZEILLES

Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,

VU la loi n° 87.565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée par la loi n° 95.101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, et notamment ses articles 40.1 à 40.7,

VU la loi n° 2003.699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

VU le décret modifié n° 82.389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services de l'Etat dans les départements,

VU le décret modifié n° 92-218 du 4 mars 1992 portant approbation du plan des surfaces submersibles et déterminant les dispositions techniques applicables pour la section de la vallée de la Meuse située dans le département des Ardennes,

VU le décret modifié n° 92.604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration,

VU le décret n° 95.1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU le décret du 25 juin 2002 portant nomination de M. Bernard LEMAIRE, Préfet des Ardennes,

VU la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables,

VU la circulaire interministérielle du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et aux ouvrages existants en zone inondable,

Vu la circulaire interministérielle du 30 avril 2002 relative à la gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations;

VU l'arrêté préfectoral n° 2000/375 du 18 juillet 2000 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations dans la Vallée de la Meuse de Chalandry-Elaire à Bazeilles, complété par les arrêtés préfectoraux n° 2001/52 du 23 février 2001 et n° 2003-87 du 11 avril 2003 ajoutant à la liste la commune d'HANNOGNE-SAINT-MARTIN,

VU l'arrêté préfectoral n° 2003-114 du 20 mai 2003 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique dans les communes de Bazeilles, Donchery, Sedan, Noyers-Pont-Maugis, Wadelincourt, Balan, Floing, Saint-Menges, Glaire, Vrigne-Meuse, Villers-sur-Bar, Nouvion-sur-Meuse, Dom-le-Mesnil, Flize, Chalandry-Elaire et Hannogne-Saint-Martin sur le projet de plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (PPR) dans la vallée de la Meuse Amont,

VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

VU les avis des conseils municipaux consultés le 12 juin 2003,

VU l'avis de la Chambre d'Agriculture des Ardennes en date du 25 juin 2003,

VU l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière, réputé favorable,

VU l'avis favorable de la commission d'enquête en date du 12 août 2003,

Considérant les crues exceptionnelles de la Meuse qui se sont produites en 1993 et 1995,

Considérant de ce fait la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation et l'utilisation du sol doit être réglementée du fait de leur exposition à un risque naturel d'inondations,

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Equipement,

ARRETE

Article 1^{er} : Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (P.P.R.) dans la vallée de la Meuse de Bazeilles à Chalandry-Elairé qui comprend : un rapport de présentation, un règlement et une cartographie.

Article 2 : Le plan approuvé est tenu à la disposition du public à la Préfecture des Ardennes, Bureau de l'Urbanisme et de l'Environnement, à la Sous-Préfecture de Sedan ainsi que dans chaque mairie concernée.

Article 3 : Cet arrêté fera l'objet d'une parution dans deux journaux locaux diffusés dans le département. Il sera affiché pendant un mois minimum dans chaque mairie sur le territoire de laquelle il sera applicable.

Article 4 : Ce plan pourra faire l'objet d'une révision entière ou partielle, suivant la procédure utilisée pour son élaboration.

En cas de modification partielle, les consultations et l'enquête publique seront effectuées dans les seules communes dont le territoire est concerné par les modifications.

Article 5 : Dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme (P.L.U.), le P.P.R. sera annexé comme servitude d'utilité publique en application de l'article L 126.1. du Code de l'Urbanisme.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, le Sous-Préfet de Sedan et le Directeur Départemental de l'Equipeement sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié aux Maires des communes concernées et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et des Services déconcentrés de l'Etat.

Cette décision pourra faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Intérieur et être contestée devant le Tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délais.

Charleville-Mézières, le

-1 DEC 2003.

Le Préfet,


Bernard LEMAIRE.